
dépendance et des problèmes structurels. Les dirigeants ont réaffirmé et renforcé leur politique de consultation, des contacts personnels plus étroits ont été établis entre eux, et il s'est dégagé une volonté de passer à une action collective dans certains domaines. Tout au long du processus, ces communiqués ont servi à éduquer le public et ont ainsi peut-être eu un certain effet sur les attentes économiques des participants.

D'ailleurs, les sommets économiques se sont jusqu'à maintenant révélés un complément positif et utile aux instruments dont dispose le monde occidental pour gérer les problèmes internationaux. Ils ne sont ni ne pourraient être perçus par les dirigeants comme un "directoire". Les pays du Sommet doivent continuer d'oeuvrer avec leurs alliés et leurs partenaires les plus proches : au sein de la Communauté économique européenne ; à l'intérieur d'organisations internationales comme l'Organisation de coopération et de développement économiques et l'Agence internationale de l'énergie ; et, de façon plus globale, au sein de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, du Fonds monétaire international, de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement — bref, au sein de toutes les organisations qui servent à coordonner l'action au niveau des politiques. Mais les sommets ont permis de réunir les dirigeants de pays clés en un groupe suffisamment important pour faire entendre sa voix sur la scène internationale et pourtant suffisamment petit pour rendre possible un dialogue véritable. Ces réunions ont comblé un vide. Dans une certaine mesure, elles ont vraiment pu éliminer le fardeau des bureaucraties modernes, bien qu'il subsiste certaines craintes quant à l'institutionnalisation possible du processus, craintes qui ont été exprimées tout particulièrement à Venise où le processus de rédaction des communiqués a menacé d'empiéter sur les discussions. J'estime, somme toute, que le monde s'en serait porté plus mal s'il n'y avait pas eu de sommets économiques.

Le dialogue Nord-Sud

Bien qu'ils soient des réunions politiques au sens large, les Sommets ont jusqu'à maintenant porté largement leur attention sur des questions économiques. Ces mêmes questions économiques demeurent ; d'ailleurs, les prévisions économiques pour l'avenir immédiat sont à tout le moins aussi sombres que celles d'avant les autres Sommets. En outre, le dialogue Nord-Sud restera avec nous sous une forme ou une autre pendant bien des années à venir. C'est pour cette raison que les dirigeants réunis à Venise ont demandé à leurs représentants personnels de faire une étude spéciale sur l'aide et les autres contributions apportées aux pays en voie de développement, afin de faciliter une discussion solide et étoffée de la question au Sommet d'Ottawa. Par ce geste, ils ont montré qu'ils étaient conscients des facteurs d'interdépendance entre pays développés et en voie de développement auxquels j'ai fait allusion il y a quelques instants. Ils avaient à l'esprit les intérêts très réels que manifestent les pays du Sommet à l'égard de la santé et du bien-être économiques des pays en voie de développement — ainsi que dans la stabilité politique de ces pays et son incidence sur la paix et la sécurité mondiales. Évidemment, il reste que les contributions que les pays du Sommet sont disposés à faire en vue du développement des pays au Sud continuent d'obéir, comme il se doit, à d'importantes considérations humanitaires, notamment en ce qui a trait aux plus démunis des pays en voie de développement.

Viennent toutefois s'ajouter à ces questions un certain nombre d'autres problèmes difficiles et pressants qui, de façon globale, touchent aux domaines de la politique ou